

La Chine bloque l'enquête de l'OMS sur les origines du SARS-CoV-2



Article rédigé par *Le Monde*, le 07 janvier 2021

Source [Le Monde] Les dix experts-enquêteurs internationaux n'ont toujours pas reçu les autorisations pour entrer sur le territoire chinois.

La Chine ne semble pas disposée à laisser l'Organisation mondiale de la santé (OMS) enquêter sur l'origine du SARS-CoV-2. Alors qu'une équipe internationale de dix scientifiques était, mardi 5 janvier, en route pour Pékin, certains de ses membres avaient encore des « problèmes de visas ». « *Aujourd'hui, nous avons appris que les responsables chinois n'ont pas encore finalisé les autorisations nécessaires à l'arrivée de l'équipe en Chine* », a déclaré [Tedros Adhanom Ghebreyesus](#), directeur général de l'OMS.

« *Je suis très déçu de cette nouvelle, étant donné que deux membres avaient déjà commencé leur voyage et que d'autres n'ont pas pu voyager à la dernière minute* », avait ajouté le diplomate, pourtant considéré depuis le début de la crise comme proche de Pékin. Mercredi 6 janvier, Pékin a pourtant confirmé que le problème n'était pas qu'administratif. « *La recherche de la source est très compliquée. Pour assurer le bon déroulement des travaux du groupe international d'experts en Chine, les procédures nécessaires doivent être respectées et des arrangements spécifiques pertinents doivent être pris. A l'heure actuelle, les deux parties sont en cours de négociation à ce sujet* », a déclaré Hua Chunying, porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois.

La désignation des dix experts-enquêteurs avait déjà été au centre d'intenses tractations entre Pékin et l'OMS. La Chine avait déjà obtenu de coopter les scientifiques en question et de restreindre leur marge de manœuvre. En particulier, les termes de l'accord conclu entre la Chine et l'organisation onusienne stipulent que leur enquête « *s'appuiera (...) sur les informations existantes et viendra compléter, plutôt que dupliquer, les efforts en cours ou existants* ». Les enquêteurs de l'OMS devront donc se fonder, au moins en partie, sur des travaux déjà conduits sous l'égide de Pékin, sans être habilités à reproduire eux-mêmes certaines analyses.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)